



Le 7, le 8, le 9 et tant qu'il faudra : **GRÈVE GÉNÉRALE POUR NOS RETRAITES !**

La réforme des retraites arrive au Sénat ce mardi. Un sénat qui avait l'habitude, depuis quelques années, de voter chaque automne le principe du recul de deux ans de l'âge de la retraite, mais sans que cela se concrétise jusqu'ici. Autant dire qu'il n'y a rien à en attendre, pas plus que des séances théâtralisées à l'Assemblée nationale. Le mardi qui compte, c'est celui de la semaine prochaine, le 7 mars. Car pour faire reculer ce gouvernement, c'est sur notre mobilisation, celle du monde du travail et de la jeunesse, qu'il faut compter.

Les unes après les autres, les grandes entreprises annoncent leurs profits historiques de 2022 : 2,2 milliards à la SNCF, 17 milliards chez Stellantis et même 36 milliards pour TotalEnergies. Mais il n'y a pas d'argent magique : ces profits record sont le pendant de nos fins de mois difficiles. Ils viennent des prix qui s'envolent pendant que nos salaires restent au sol.

Travailler moins pour vivre plus

Ces richesses, produites par notre travail, pourraient servir à bien des choses utiles, plutôt que s'accumuler dans les caisses des actionnaires. À commencer par augmenter les salaires, comme l'exigent de nombreux travailleurs, à l'image de ceux de Safran Electrical & Power, à Mérignac, en grève depuis trois semaines pour 200 euros d'augmentation. Mais aussi à réduire le temps de travail, pour ne pas y laisser notre santé pendant que quatre millions de personnes restent au chômage. Et également à nous assurer une retraite digne de ce nom, en partant à 60 ans ou après 37,5 années de cotisation.

À l'heure où les grandes fortunes explosent, la retraite à 64 ans est une véritable provocation. Mais ce sont aussi tous les reculs passés qui posent problème, en particulier ces 43 années de cotisation imposées par le gouvernement Hollande, dont Macron avance le calendrier. Une telle durée revient de fait à repousser l'âge de la retraite, ou à amputer les pensions pour ceux qui n'arrivent pas au bout.

« À l'hôpital, vous voulez une infirmière de 64 ans ? »

Après cinq journées massives de mobilisation depuis janvier, la grève du 7 mars s'annonce très suivie. L'opposition à cette réforme est générale dans la population. Macron l'a encore constaté lors de sa déambulation au salon de l'agriculture, interpellé à de multiples reprises par des salariés en colère, dont une infirmière.

Nous pouvons faire reculer Macron

L'intersyndicale appelle à « mettre la France à l'arrêt » le 7 mars. Cela veut dire la grève partout, la plus massive possible, et aussi montrer notre force en manifestant par millions dans les rues. Cela nous convaincra qu'il est possible de continuer le lendemain, comme dans les secteurs où les travailleuses et travailleurs se préparent à une « vraie grève », qui dure. C'est maintenant cela qu'il faut construire, en nous organisant à la base, en faisant des piquets de grève et des assemblées sur les lieux de travail, comme à l'échelle interprofessionnelle.

Beaucoup discutent d'un « blocage du pays », c'est notre grève à toutes et tous qui peut l'imposer. Pas seulement dans les secteurs les plus visibles, ceux qui perturbent les usagers, mais partout : une vraie grève générale, qui attaque les patrons au portefeuille par tous les côtés. Combien ceux-ci sont-ils prêts à perdre de journées de travail, qui leur rapportent bien plus qu'à nous ?

Alors le 7 mars, il faut en être, mais aussi le lendemain, pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, une lutte qui nous concerne toutes... et tous ! Les femmes sont les premières victimes du recul de l'âge de la retraite, elles qui ont déjà les pensions les plus basses. Alors oui, ces luttes sont liées. Et le 9 mars, les organisations de jeunesse appellent à leur tour à la mobilisation. Plusieurs fédérations syndicales appellent déjà à reconduire la grève.

Alors pour le retrait de la réforme Macron et le retour à la retraite à 60 ans, et pour l'augmentation générale des salaires, préparons-nous à faire plier Macron et le patronat par la grève... jusqu'au retrait !

Non aux « choix » imposés par la direction

La direction du centre financier a dû envoyer un mail de relance aux agents pour les inviter à répondre plus nombreux à son questionnaire sur l'évolution des horaires. Celui-ci ne semble pas rencontrer un grand succès...

Elle nous dit que ce sondage permettra de d'avoir « *une vision de nos attentes* »... à condition toutefois que celles-ci rentrent dans « *l'objectif incontournable* » de son projet.

Notre objectif à nous, c'est d'avoir des horaires de travail compatibles avec notre vie personnelle et familiale, et que l'on ne nous impose pas de changer tous les deux ou trois ans.

Puisque la direction ne semble pas le comprendre, il faudra lui savoir autrement.

Nous travaillons, ils profitent...

Malgré « *une année une caractérisée par une conjoncture très difficile* », selon le PDG Philippe Wahl, la Banque Postale a augmenté de 66 % son bénéfice net en 2022. Il s'élève à 1,06 milliard d'euros.

Nous n'avons pas vu une telle hausse sur nos fiches de paye : qu'attend la direction ?

Résultat de notre exploitation

La Poste va distribuer 866 euros net par salarié en prime d'intéressement. C'est un net progrès, mais elle se garde quand même l'essentiel des 1,2 milliard d'euros de résultat d'exploitation du groupe, qui proviennent pourtant de notre travail. Elle aurait de quoi verser cinq fois plus !

Cette prime, comme les autres, est distribuée au petit bonheur la chance et ne compte pas pour nos retraites. Par ailleurs, les collègues en intérim n'y ont pas droit. Ce n'est donc pas ça qui va compenser durablement nos bas salaires.

Au moins cela nous laisse un peu d'argent de côté pour faire grève et défendre nos retraites et de vraies hausses de salaire.

Pas de vacances pour le sous-effectif

Sans surprise durant les vacances scolaires, beaucoup de collègues sont... en vacances. Mais, la direction de Paris 15 semble avoir « oublié », comme chaque fois, de prévoir des remplacements.

Il faudrait peut-être lui sonner les cloches pour qu'elle s'en souvienne ?

Non aux réductions de salaire

Dans les négociations salariales annuelles, La Poste propose 3,5 % d'augmentation pour les agents contractuels. Avec une inflation à 6 %, et 13 % sur l'alimentation ou 23 % sur l'énergie, c'est une proposition de brigand. La Poste encaisse des bénéfices mirobolants, mais veut nous voler sur nos salaires.

Ceux-ci doivent *a minima* suivre la hausse des prix, mais il y a encore tous les reculs passés à rattraper. C'est au moins 400 euros qui nous manquent chaque mois.

Le top de l'arnaque

Sur son site officiel, La Poste se vante d'avoir été classée « Top employeur 2023 », car un institut qui se dit indépendant fait les louanges de sa prétendue bonne gestion du personnel.

Ces messieurs-dames de l'institut n'ont pas dû consulter les postiers, car ils ont oublié les restructurations à gogo, les salaires au plancher, les nombreux apprentis mis dehors en fin de formation ou encore l'exploitation des travailleurs sans-papier que La Poste refuse toujours de régulariser.

Des sénateurs aux petits soins

Le PDG de La Poste, Philippe Wahl, a été reçu par des sénateurs, le 15 février, pour lui faire quelques remontrances (bien policées) sur ses atteintes au service public.

Après quelques pleurnicheries du PDG, les sénateurs lui ont finalement accordé 1,12 milliard d'euros contre une vague promesse de mettre en veilleuse le projet de tournées un jour sur deux et de rouvrir 1 000 guichets les samedis.

C'est cher payé pour des promesses vaseuses et de courte durée.

Postiers de tous les pays, unissons-nous !

Comme La Poste en France, la poste allemande (Deutsche Post) est devenue un grand groupe international, qui a empoché un record de 8,4 milliards d'euros de profits en 2022. Mais pour les postiers, c'est salaire minimum et augmentation au ras des pâquerettes qui ne compense pas l'inflation.

Nos collègues d'outre-Rhin se sont donc mis en grève à plusieurs reprises pour obtenir une hausse d'au moins 15 %. Près de 100 000 postiers y ont participé à tour de rôle, les grèves étant organisées par métier ou région.

La direction a commencé à lâcher un peu, mais pas assez de l'avis des grévistes. Le syndicat organise donc, jusqu'au 8 mars, un vote pour partir en grève illimitée sur l'ensemble de l'entreprise. On peut espérer que les postiers s'expriment massivement en faveur de cette grève, seule solution pour obtenir satisfaction.

En Angleterre aussi, les postiers se sont mis en grève à plusieurs reprises pour les salaires. Dans tous les pays, mêmes patrons, même combat !

convergencesrevolutionnaires.org
nouveaupartianticapitaliste.fr



@npaetincelle



@convergencesrevolutionnaires

